

CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS EHPAD L'ERMITAGE

DÉPARTEMENT DE VENDÉE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES EN ASSURANCE

CAHIER DES CHARGES LOT N° 4 – VÉHICULES À MOTEUR ET RISQUES ANNEXES

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions Générales, Conventions Spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'Assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS EHPAD L'ERMITAGE 7 rue de l'Ermitage 85540 MOUTIERS-LES-MAUXFAITS
ASSURÉ	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra
DATE ET HEURE D'EFFET	01 janvier 2025 à 0h00
ÉCHÉANCE ANNUELLE	01/01
FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT	annuel
DURÉE ET PREAVIS	4 ans - Terme du marché : 31/12/2028 à minuit avec possibilité de résiliation à chaque échéance principale moyennant préavis de 6 mois pour chacune des parties.
INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ	Indice déterminé par l'Assureur et notifié à l'acte d'engagement

Sous le contrôle de l'ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09

Le présent document, produit par **riskomnium sas**®, est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

CHAPITRE 3 : LES GARANTIES DE BASE

CHAPITRE 4 : LES GARANTIES ACCESSOIRES

CHAPITRE 5 : LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 6 : LE TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GARANTIES

CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : L'OBJET DE LA GARANTIE

CHAPITRE 2 : LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

CHAPITRE 3 : LA GESTION DES GARANTIES

CHAPITRE 4 : LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 5 : LA PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE : L'ASSURANCE AUTO COLLABORATEURS

CHAPITRE 6 : LES ANTÉCÉDENTS

ANNEXES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Se référer à la page 1 du présent document.

ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages causés et subis par les véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance et dont il est propriétaire ou qui lui sont confiés.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET – DURÉE – RÉILIATION

Se référer à la page 1 du présent document.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents constitutifs du marché contractuels sont énumérés ci-dessous **par ordre de priorité décroissante**, dont seuls les originaux figurant aux archives de l'Assuré (Pouvoir Adjudicateur) font foi :

4.1 – Documents particuliers

1 - L'acte d'engagement (accompagné s'il y a lieu d'une annexe précisant de façon exhaustive les réserves aux spécifications du cahier des charges) complété par son annexe « engagement de gestion » et son « récépissé de réception du dossier de consultation ».

2 - Le cahier des charges (pour acceptation avec ou sans réserve)

3 - La présentation générale de l'Assuré (éléments d'appréciation des risques)

4 - Toutes autres pièces considérées comme nécessaires par le candidat au jugement de son offre

4.2 – Documents généraux

1 - Le Code des Assurances

2 - Le Code de la Commande Publique

ARTICLE 5 – MODIFICATION DU CONTRAT

Le présent contrat ne peut être modifié que par avenant signé par chacune des parties contractantes, sous réserve du respect des dispositions édictées par les articles L2194-1 et R2194-1 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 – PRIX - RÉVISION DES COTISATIONS

Les prix sont exprimés en euros, hors taxes et toutes taxes comprises (frais accessoires inclus) en application des dispositions contractuelles suivantes :

6.1 – Garanties de base - variante(s) imposée(s)

- assurance automobile et bris de machines engins- matériels mobiles : prime forfaitaire calculée sur la base de l'état du parc des véhicules assurés.

6.2 – Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)

- auto-collaborateurs en mission : prime forfaitaire calculée sur la base d'un forfait kilométrique annuel.

6.3 – Révisions des cotisations - Garanties de base - variante(s) imposée(s)

Les cotisations évolueront une fois par année d'assurance à chaque date d'échéance principale du contrat, proportionnellement :

- ↳ **assurance automobile et bris de machines engins- matériels mobiles** :: à la variation du parc automobile assuré et à l'évolution de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = cotisation HT année N-1 + cotisation HT relative à la variation du parc automobile au cours de l'année N-1 [entrée(s) de véhicule(s) – sortie(s) de véhicule(s)] x (indice de référence année N / indice de référence année N-1)

- ↳ **Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)** :

- **auto-collaborateurs en mission** : à la variation du forfait kilométrique assuré et à l'évolution de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = cotisation HT année N-1 x (indice de référence année N / indice de référence année N-1)

Une décomposition du montant du prix par catégorie de garantie [garanties de base, prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)] sera **impérativement** annexée à chaque appel de cotisation et mentionnera :

- ↳ l'assiette de cotisation, le taux de cotisation et la variation de l'indice déterminé par l'Assureur et notifié à l'acte d'engagement (valeurs des indices N et N – 1).

Dans l'hypothèse où l'augmentation de cotisations est supérieure aux dispositions contractuelles de révision ainsi définies, l'Assuré a la possibilité de dénoncer le contrat dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception de son appel de cotisation. La résiliation prend alors effet 120 jours après sa demande, la date d'envoi faisant foi (la résiliation doit être adressée à l'Assureur par lettre recommandée avec avis de réception).

L'Assuré doit alors payer la portion de cotisation calculée à l'ancien tarif, au prorata de la période pendant laquelle les risques ont continué à être garantis.

ARTICLE 7 – INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants de garanties et des franchises évolueront proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi par l'Assuré est le mandat administratif.

Modalités essentielles de financement : le présent marché sera financé par les ressources propres du budget de la collectivité.

Les paiements des cotisations afférentes au présent marché seront régularisés dans les formes et délais prescrits par les règlements administratifs en vigueur.

À défaut et en application du **décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018**, le titulaire du marché pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires.

Pour le calcul des intérêts moratoires, il est fait application du taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre en cours) de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage et majoré de 40 euros pour frais de recouvrement.

L'Assureur renonce toutefois à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses.

ARTICLE 9 – COASSURANCE

Les offres sous forme de coassurance sont admises.

ARTICLE 10 – DÉCLARATION DE SINISTRE

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur tout sinistre dans les délais suivants :

- en cas de vol : 5 jours ouvrés à partir du moment où l'Assuré en a eu connaissance
- en cas de catastrophes naturelles : 30 jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophes naturelles
- dans tous les autres cas : 10 jours ouvrés à partir du moment où l'Assuré en a eu connaissance

Tout retard dans la déclaration de sinistres ou dans la transmission des pièces ne pourra impliquer qu'une réduction de l'indemnité à laquelle l'Assuré peut prétendre et dans la limite du préjudice subi et prouvé par l'Assureur en raison de ce retard. L'Assuré est dispensé de déclarer à l'Assureur les sinistres dont il ne réclame pas l'indemnisation.

Dans tous les cas, il appartiendra à l'Assuré :

- ↳ de prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires pour limiter l'importance des dommages et sauvegarder les biens garantis,
- ↳ d'informer l'Assureur lors de la déclaration de sinistre, ou en cas d'impossibilité lors d'une déclaration ultérieure faite dans les plus brefs délais : la date et les circonstances du sinistre, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- ↳ transmettre à l'Assureur dans un délai de 30 jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif et détaillé, certifié sincère et signé par l'Assuré, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- ↳ communiquer, sur simple demande de l'Assureur et dans les plus brefs délais, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- ↳ transmettre à l'Assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager sa responsabilité.

L'Assureur s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour instruire les dossiers de sinistre et pour transmettre le règlement des indemnités dues à l'Assuré, dans les meilleurs délais, en application des dispositions de l'annexe « ENGAGEMENTS DE GESTION » associé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 – DÉLAI DE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des indemnités est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de l'accord des parties. Ce délai ne court, en cas d'opposition de paiement, qu'à partir du jour de la mainlevée.

À défaut du respect par l'Assureur du délai de paiement des indemnités mentionné ci-dessus, des pénalités de retard seront dues à l'Assuré à compter du 31^{ème} jour. Les indemnités de retard seront calculées selon le principe du calcul des intérêts moratoires mentionnés dans le règlement de consultation

ARTICLE 12 – LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'Assuré et le titulaire du marché, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'Assuré, soit par le titulaire du marché.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire du marché et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations relatives à l'Assuré et auxquelles il aurait accès.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

Assuré

Le souscripteur du contrat

- Le propriétaire du véhicule
- Toute autre personne ayant la garde ou la conduite du véhicule assuré
- Toute personne transportée en qualité de passager à titre gratuit

Autoradio et assimilés

Ensemble des appareils d'émission et/ou de réception de son ou d'image, ainsi que leurs accessoires.

Contenu - Aménagements

Ensemble des bagages, effets et objets personnels transportés dans ou sur le véhicule assuré.

Ensemble des accessoires hors-série, aménagements, équipements ou transformations, non livrés par le constructeur lors de la première mise en circulation du véhicule.

Marchandises et matériels transportés

Matériels, outillages, mobiliers, instruments, engins, marchandises (approvisionnements ou emballages) transportés dans ou sur le véhicule assuré.

Souscripteur

La Collectivité désignée aux Conditions Particulières.

Tiers

Toute personne victime du fait du véhicule assuré, sauf :

- Le conducteur du véhicule assuré
- Les préposés du souscripteur, lorsqu'ils sont victimes d'un accident de travail
- Les auteurs ou complice du vol d'un véhicule assuré

Usage

Les véhicules sont utilisés conformément à l'usage défini aux Conditions Particulières.

Véhicule assuré

- Tout véhicule terrestre à moteur désignés aux Conditions Particulières.
- Toute remorque ou semi-remorque désignée aux Conditions Particulières construite en vue d'être attelée à un véhicule terrestre à moteur et destinée au transport de personnes, d'animaux ou de choses
- Tout appareil terrestre attelé à un véhicule terrestre à moteur

Il est entendu que les remorques, semi-remorques, appareils terrestre non automoteur, d'un poids total en charge inférieur ou égal à 750 kg, attelés à un véhicule désigné au contrat, bénéficient, sans déclaration préalable, des garanties « responsabilité civile » et « Défense-Recours Suite à Accident ».

Par extension sont assimilés aux véhicules assurés, les aménagements, équipements et accessoires, livrés par le constructeur lors de la première mise en circulation du véhicule.

Valeur d'achat

Somme réellement payée par l'Assuré pour l'acquisition du véhicule assuré et figurant sur la facture d'achat ou de tout autre justificatif, après déduction d'une éventuelle remise.

Valeur à neuf

Dernier prix de vente du véhicule assuré figurant au catalogue du constructeur, majoré des frais d'immatriculation.

Valeur économique (valeur vénale)

Valeur de remplacement du véhicule au jour du sinistre, estimée par un expert.

CHAPITRE 3 : LES GARANTIES DE BASE**3.1 – RESPONSABILITÉ CIVILE**

Cette garantie a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, édictée par l'article L211-1 du Code des Assurances.

3.1.1 – Garanties de base obligatoires :

Dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties), l'Assureur garantit la prise en charge des conséquences pécuniaires consécutives aux dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs subis par un tiers et résultant d'un accident de la circulation, un incendie, une explosion ou de toutes autres circonstances dans lequel est impliqué un véhicule assuré, ses accessoires, aménagements et équipements, les objets et substances qu'il transporte ou transportés dans les remorques ou semi-remorques qui lui sont attelées ou par la faute d'une personne ayant la qualité d'assuré.

3.1.2 – Extensions de garanties :

Sont également garanties par l'Assureur les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré dans les cas suivants :

- En cas d'utilisation d'un véhicule à l'insu de l'Assuré ou contre son gré (vol, détournement par abus de confiance, violences), y compris si le conducteur non autorisé n'est pas titulaire d'un permis ou certificat en cours de validité conformément aux normes de la réglementation en vigueur pour la conduite d'un véhicule terrestre à moteur.
- En cas de faute inexcusable de la part de l'Assuré en sa qualité d'employeur ou d'une personne qu'il s'est substituée dans la direction, pour les accidents de travail subis par les préposés et résultant de l'utilisation d'un véhicule assuré. L'Assureur prend alors en charge le paiement des cotisations et indemnités complémentaires prévues aux articles L452-2 et L452-3 du Code de la Sécurité Sociale.
- En qualité de commettant pour les dommages occasionnés par un préposé non titulaire d'un permis ou certificat valide selon les normes de la réglementation en vigueur pour la conduite d'un véhicule assuré et sous réserve que l'Assuré n'ait pas eu connaissance de cette situation.
- En raison des dommages subis par un conducteur autorisé du fait d'un vice caché ou d'un défaut d'entretien du véhicule assuré.
- En raison des dommages occasionnés lors de l'assistance et/ou du remorquage bénévole apporté par l'Assuré ou dont il bénéficie, à la suite d'une panne ou d'un accident d'un autre véhicule ou d'un véhicule assuré par le présent contrat. Sont pris en charge par l'Assureur, les frais supportés et justifiés par l'Assuré pour le nettoyage ou la remise en état des garnitures intérieures du véhicule assuré, ainsi que des effets vestimentaires du conducteur et des passagers, lorsqu'ils sont consécutifs au transport bénévole d'une personne blessée à la suite d'un accident de la route.
- En qualité de vendeur occasionnel, pour les dommages occasionnés aux tiers et résultant d'un vice caché du véhicule. Cette garantie s'applique pendant 3 mois à compter du jour de la vente d'un véhicule assuré par le présent contrat.
- En raison des dommages d'incendie ou d'explosion causés par le véhicule assuré garé dans un immeuble appartenant à un tiers.
- En raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, causés à un tiers par les véhicules assurés lorsqu'ils sont utilisés en tant qu'outil sur un chantier, c'est-à-dire en qualité d'engins en cours de travail à poste fixe ou en déplacement.

3.1.3 – Application de la garantie dans le temps :

En application de l'article L.124-5-alinéa 3 du Code des Assurances, les garanties acquises par le présent contrat sont déclenchées par le fait dommageable.

« La garantie déclenchée par le fait dommageable couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre. »

3.1.4 – Exclusions :

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5 :

- Les dommages subis par le conducteur du véhicule assuré, sauf si ces dommages résultent d'un vice caché ou d'un défaut d'entretien du véhicule assuré.
- Les dommages subis par les occupants du véhicule assuré, lorsqu'ils sont auteurs ou complices du vol du véhicule.
- Les dommages subis par les passagers lorsqu'ils ne sont pas transportés dans des conditions suffisantes de sécurité (article A.211-3 du Code des Assurances).
- Les dommages subis par les salariés pendant leur service, à l'occasion d'un accident de travail. Toutefois, n'est pas comprise dans cette exclusion la couverture de la réparation complémentaire, prévue à l'article L. 455-1-1 du Code de la Sécurité Sociale, pour les dommages consécutifs à un accident défini à l'article L. 411-1 du même code, subis par une personne salariée ou travaillant pour un employeur et qui est victime d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur conduit par cet employeur, un de ses préposés ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime, et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique
- Les dommages causés aux marchandises, bagages et objets transportés, sauf en ce qui concerne la détérioration des vêtements des personnes transportées, lorsque ceux-ci sont l'accessoire d'un accident corporel.
- Les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux loués ou confiés au conducteur à n'importe quel titre. Toutefois, sont garantis les dommages d'incendie ou d'explosion causés par le véhicule assuré garé dans un immeuble appartenant à un tiers.
- Les dommages subis par le véhicule assuré et en cas de remorquage d'un autre véhicule, les dommages occasionnés à celui-ci.
- Les dommages causés par les professionnels de la réparation, de la vente, du contrôle et du dépannage automobile et de leurs préposés dans l'exercice de leur profession.

3.2 – PROTECTION JURIDIQUE

3.2.1 – Défense

L'Assureur organise et prend en charge la défense de l'Assuré devant les tribunaux à la suite d'un accident de la circulation impliquant un véhicule assuré.

3.2.2 – Recours

L'Assureur exerce pour le compte de l'Assuré, tous recours amiables ou judiciaires pour obtenir d'un tiers responsable, l'indemnisation du préjudice subi à l'occasion d'un accident de la circulation impliquant un véhicule assuré.

3.2.3 – Libre choix de l'avocat

En application de l'article L 127-3 du Code des Assurances, lorsque l'intervention d'un avocat ou de toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'Assuré est nécessaire, l'Assuré a la liberté de le choisir.

Le libre choix de l'avocat s'exerce également chaque fois qu'un conflit d'intérêt oppose l'Assuré à l'Assureur, c'est-à-dire l'impossibilité pour l'Assureur de gérer, de façon indépendante, un litige qui s'élève, par exemple, entre deux de ses assurés.

Lorsque l'Assuré choisira lui-même son défenseur, l'Assureur prendra en charge ses frais et honoraires dans la limite des montants indiqués par l'Assureur.

3.2.4 – Arbitrage

En cas de désaccord entre l'Assureur et l'Assuré pour la conduite du dossier, il sera fait appel à un arbitre désigné d'un commun accord pour régler le différend. À défaut, celui-ci est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de l'arbitrage sont à la charge de l'Assureur, sauf décision contraire du Président du Tribunal de Grande Instance.

Si l'Assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'Assureur ou l'arbitre, il est indemnisé des frais exposés pour l'exercice de cette action dans la limite du montant de la garantie et dans la mesure où la décision est définitive.

3.2.5 – Exclusions

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5

- Les recours exercés à l'encontre d'une personne ayant la qualité d'assuré.
- La défense de l'Assuré si au moment du sinistre, le conducteur du véhicule assuré se trouvait en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants.
- La défense des occupants du véhicule assuré, lorsqu'ils sont auteurs ou complice du vol du véhicule.

3.2.6 – Montants des garanties

L'Assureur prend en charge, dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties), les frais et honoraires d'avocat, d'expertise, d'enquête et de procédure amiable ou judiciaire, nécessaires à la défense des intérêts de l'Assuré.

Ne sont pas pris en charge :

- Les amendes pénales ou civiles et les pénalités de retard
- Les dommages et intérêts et autres indemnités compensatoires
- Les cautions pénales
- Les condamnations en principal et intérêts
- Les honoraires de résultat
- Le remboursement des honoraires d'avocats et des frais judiciaires engagés par l'Assuré sans accord préalable de l'Assureur (sauf mesures conservatoires urgentes),

Lorsque l'Assuré choisira lui-même son défenseur, l'Assureur prendra en charge ses frais et honoraires dans la limite des montants indiqués par l'Assureur.

3.3 – DOMMAGES SUBIS PAR UN VÉHICULE ASSURÉ

Lorsqu'ils sont consécutifs à un événement garanti, l'Assureur prend en charge les dommages subis par le véhicule ou engin assuré, dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties) :

3.3.1 – Bris de glaces

Sont garantis les bris accidentels, quelle qu'en soit la cause, des éléments suivants :

- Pare-brise
- Vitre arrière
- Glaces latérales
- Glaces des portières
- Blocs optiques **avant** (feux de route, feux de croisement, feux clignotants, feux antibrouillard)
- Glace de toit ouvrant
- Glace des rétroviseurs extérieurs

Par extension sont également pris en charge par l'Assureur à la suite d'un événement garanti :

- Le coût du marquage des vitres (gravure, décors, peintures publicitaires, lettrage)

3.3.2 – Incendie – Explosion – Attentats – Événements climatiques

Sont garantis les dommages matériels subis par le véhicule assuré résultant des événements suivants :

- Incendie, combustion spontanée ou explosion, y compris lorsqu'ils résultent d'attentats, d'actes de terrorisme, de vandalisme ou de sabotage, d'émeutes ou de mouvements populaires.
- La destruction ou détérioration des équipements et faisceaux électriques ou électroniques consécutive à une combustion sans embrasement.
- Événements climatiques (en l'absence d'arrêté classant l'événement « catastrophe naturelle ») :
 - ↳ Tempête – Grêle - Chute de la foudre - Inondation - Avalanche - Chute de pierres - Éboulement ou glissement de terrain

Par extension sont également pris en charge par l'Assureur à la suite d'un événement garanti :

- Les frais de recharge des extincteurs utilisés pour lutter contre l'incendie.
- Les frais de dépannage et remorquage pour acheminer le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche du lieu du sinistre.

3.3.3 – Vol

Sont garantis les dommages matériels subis par le véhicule assuré résultant des évènements suivants :

- Vol ou tentative de vol :
 - ↳ Avec ou sans effraction du véhicule sur la voie publique ou dans un lieu privé.

Par extension sont également pris en charge par l'Assureur :

- Le vol isolé d'éléments du véhicule assuré, y compris les roues.
- Les frais de récupération du véhicule, avec accord préalable de l'assureur.
- Les frais de dépannage et remorquage pour acheminer le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche du lieu du sinistre.

3.3.4 – Dommages tous accidents

Sont garantis les dommages matériels subis par le véhicule assuré résultant des évènements suivants :

- Collision avec un ou plusieurs autres véhicules
- Choc avec un corps fixe ou mobile
- Versement sans collision préalable
- Forces de la nature (en l'absence d'arrêt classant l'évènement « catastrophe naturelle ») :
 - ↳ Tempête – Inondation - Avalanche - Chute de pierres - Éboulement ou glissement de terrain - Grêle
- Transport par terre, par eau ou par air (à l'exclusion des dommages partiels subis par le véhicule assuré)
- Actes de vandalisme
- Les dommages résultant des opérations de chargement et de déchargement

Par extension sont également pris en charge par l'Assureur à la suite d'un évènement garanti :

- La perte totale du véhicule assuré lors de transport par eau ou par air entre deux pays où la garantie s'exerce
- Les frais de dépannage et remorquage pour acheminer le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche du lieu du sinistre.

Sont exclus :

- **Les dommages au véhicule assuré lorsqu'au moment de l'accident le conducteur responsable conduit en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants.**

3.3.5 – Catastrophes naturelles

Par application de la loi n° 82.600 du 13 juillet 1982, des articles L125-1 et L125-2 du Code des Assurances, sont garantis :

- les dommages matériels directs non assurables subis par le véhicule assuré et ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

La présente garantie est mise en jeu après publication au Journal officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

3.3.6 – Frais de Dépannage – Remorquage – Levage - Gardiennage

Lorsqu'ils sont consécutifs à un évènement garanti, l'Assureur prend en charge, dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties) :

- les frais de dépannage et/ou remorquage pour acheminer le véhicule assuré jusqu'au garage le plus proche, ainsi qu'aux frais engagés, avec l'accord préalable de l'Assureur, pour le rapatriement du véhicule réparé.
- les frais de gardiennage du véhicule.

CHAPITRE 4 : LES GARANTIES ACCESSOIRES

4.1 – ASSISTANCE

Sont garanties les conséquences de l'interruption d'un déplacement privé ou professionnel effectué avec un véhicule assuré, selon les dispositions fixées aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties).

4.1.1 – Assistance aux personnes transportées dans un véhicule assuré

En cas de panne, d'accident de la circulation, de vol ou tout autre acte de vandalisme, de maladie, blessure, décès d'un assuré ou de l'un de ses proches (conjoint, ascendant ou descendant), l'Assureur prendra en charge :

- Les frais de retour de l'Assuré (ou des assurés),
- Les frais médicaux,
- Le rapatriement sanitaire, le déplacement des membres de la famille,
- Les frais de rapatriement du corps en cas de décès,

4.1.2 – Assistance au véhicule assuré

En cas de panne, d'accident de la circulation, de vol ou tout autre acte de vandalisme, l'Assureur prendra en charge :

- Les frais de dépannage, de remorquage, et de gardiennage du véhicule en panne ou accidenté,
- L'envoi de pièces de rechange,
- Les frais d'hébergement,
- Les frais de retour ou de conduite à destination,
- Les frais de mise à disposition d'un véhicule de remplacement
- Les frais de voyage nécessaire pour reprendre le véhicule,

4.1.3 – Exclusions

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5, sont exclus :

- Les conséquences d'une panne de carburant (les erreurs de carburant restent garanties par l'Assureur)
- Les frais de réparation des véhicules
- Les frais de péage, de carburant, de restauration
- Les véhicules de plus de 3.5t, les engins de chantier, les engins de manutention et les engins agricoles
- Les personnes transportées en qualité d'auto-stoppeurs

4.2 – RESPONSABILITÉ CIVILE FONCTIONNEMENT COMME OUTIL

4.2.1 – Garanties

Dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties), l'Assureur garantit la prise en charge des conséquences pécuniaires consécutives aux dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs subis par un tiers et résultant de l'utilisation comme outil d'un véhicule assuré, équipé de matériels pour effectuer des travaux de nature industrielle, commerciale, agricole ou forestière.

4.2.2 – Exclusions

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5, sont exclus :

- Les dommages subis par les travaux, ouvrages ou parties d'ouvrage exécutés par l'Assuré,
- Les dommages résultants d'activités de construction de bâtiment ou de génie civil relevant des articles 1792 et suivant du Code Civil,
- Les dommages matériels et immatériels consécutifs subis par les biens confiés à l'Assuré en sa qualité de locataire, dépositaire ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Les dommages causés par le véhicule ou l'engin assuré lorsqu'il est mis à disposition ou confié à un tiers,
- Les dommages causés par le véhicule ou l'engin assuré lorsqu'il est confié à un professionnel de la réparation, de la vente, du contrôle et du dépannage automobile et de leurs préposés dans l'exercice de leur profession.

4.3 – DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR

Sont garantis les atteintes corporelles et le décès de tout conducteur autorisé, victime d'un accident de la circulation, responsable ou non responsable, dans lequel est impliqué un véhicule assuré.

4.3.1 – Personnes assurées

- En cas de blessures : le conducteur autorisé du véhicule assuré
- En cas de décès : les ayants-droits du conducteur autorisé du véhicule assuré

Sont exclus :

- Les professionnels de la réparation, de la vente, du contrôle et du dépannage automobile et de leurs préposés dans l'exercice de leur profession.

4.3.2 – Prestations garanties

En cas de blessures :

- ↳ Indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, de rééducation, d'appareillage et de prothèse
- ↳ Indemnisation du préjudice dû à l'incapacité temporaire de travail à compter du 1^{er} jour d'interruption
- ↳ Indemnisation de l'incapacité permanente totale ou partielle
- ↳ Les frais d'assistance d'une tierce personne
- ↳ Indemnisation du préjudice physique, pretium doloris, préjudice esthétique, préjudice d'agrément

En cas de décès du conducteur assuré, survenant immédiatement ou dans un délai d'un an des suites de l'accident garanti :

- ↳ Indemnisation du préjudice économique subi par les ayants droits
- ↳ Indemnisation du préjudice moral des ayants droits
- ↳ Remboursement des frais d'obsèques

4.3.3 – Montant des garanties

L'Assureur prend en charge dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties), l'ensemble des préjudices subis par l'Assuré.

Le montant des indemnités est calculé selon les règles du droit commun français, sous déduction des prestations indemnitaires versées par les tiers payeurs (organisme sociaux, de prévoyance, l'employeur ou tous autres tiers payeurs visés à l'article 29 de la loi du 5 juillet 1985).

4.3.4 – Modalités de paiement des indemnités

Quelle que soit la responsabilité du conducteur assuré et impliqué dans l'accident, l'Assureur indemnise la victime ou ses ayants droits dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties) :

Les sommes versées par l'Assureur représentent :

- ↳ Un règlement définitif lorsque la responsabilité du conducteur assuré est totalement engagée ou lorsqu'aucun recours à l'encontre d'un tiers responsable ne peut s'exercer.
- ↳ Une provision lorsqu'un recours total ou partiel est possible à l'encontre d'un tiers.

Lorsqu'un recours total ou partiel s'avère possible à l'encontre d'un tiers, l'Assureur est alors subrogé dans les droits de l'Assuré à concurrence des sommes dont il a fait l'avance.

4.3.5 – Exclusions

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5, sont exclus :

- Les dommages corporels (ou décès) subis par un conducteur non autorisé (à l'exception d'un enfant mineur en cas de conduite à l'insu).
- Les dommages corporels (ou décès) lorsqu'au moment de l'accident le conducteur impliqué dans l'accident :
 - ↳ Conduit en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants.
 - ↳ N'est pas titulaire du permis de conduire exigé par la réglementation en vigueur.

4.4 – MARCHANDISES ET MATÉRIELS TRANSPORTÉS

4.4.1 – Garanties

Dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties), sont garantis les dommages matériels subis par les marchandises et matériels transportés dans un véhicule assuré et qui sont la conséquence directe de l'un des événements suivants :

- Accident de la circulation (collision et/ou heurt du véhicule ou de son chargement contre un corps fixe ou mobile),
- Renversement ou versement du véhicule
- Incendie, explosion
- Événements climatiques
- Rupture d'attelage, de châssis, d'essieux ou de roues, passage du véhicule dans les fossés ou ornières, rupture des freins ou de la direction,
- Vol ou tentative de vol, si les marchandises ou matériels sont volés :
 - ↳ simultanément avec le véhicule assuré,
 - ↳ à la suite d'une effraction dûment caractérisée du véhicule transporteur,
 - ↳ à la suite d'une agression,
 - ↳ à la suite d'un événement garanti.

La garantie est étendue à la prise en charge par l'Assureur, dans la limite de 20% du montant des dommages, aux frais de sauvetage et autres frais dûment justifiés à la suite d'un sinistre garanti.

4.4.2 – Exclusions

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5, sont exclus :

- Les dommages consécutifs au vice propre des marchandises et/ou matériels transportés,
- Les dommages consécutifs aux opérations de chargement, déchargement, manutention,
- Les dommages résultant d'un mauvais conditionnement des marchandises et/ou matériels transportés,
- Les dommages de mouille affectant les marchandises et/ou matériels transportés sur un véhicule non couvert ou insuffisamment bâché,
- Les dommages subis par les marchandises et/ou matériels transportés, résultant d'une surcharge du véhicule transporteur excédant de plus de 20% la charge utile prévue par le constructeur,
- Les fonds et valeur de toute nature (espèces monnayées, billets de banque, titres, effets de commerce et valeurs de toute nature, bijoux, pierres précieuses, antiquités, tableaux, collections, objets et métaux précieux, objets d'art, etc.),
- Les marchandises classées dangereuses par la réglementation en vigueur.

4.5 – MATÉRIELS NON AUTOMOTEURS PORTÉS OU TRACTÉS

4.5.1 – Garanties

Dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières (ou au tableau récapitulatif des garanties), sont garantis les dommages matériels subis par les matériels non automoteurs portés ou tractés par un véhicule assuré et qui sont la conséquence directe d'un événement garanti.

4.5.2 – Exclusions

Outre les exclusions générales mentionnées au chapitre 5, sont exclus :

- Les matériels soumis à l'obligation d'assurance.
- Les matériels désignés et garantis par un autre contrat d'assurance.

4.6 – BRIS DE MACHINES MATÉRIELS ET/OU ENGINS MOBILES

4.6.1 – Définition de la garantie : Sont pris en charge par l'Assureur, les dommages matériels résultant de toute destruction ou détérioration accidentelle subis par les biens matériels et/ou engins suivants, désignés ou non désignés, en état normal d'entretien et de fonctionnement.

- matériel et/ou engin dont l'assuré est propriétaire
- matériel et/ou engin appartenant à des tiers et mis à la disposition de l'assuré
- matériel et/ou engin prêté à des tiers par l'assuré
- matériel et/ou engin loué par l'assuré
-

Le matériel désigné est ainsi garanti lorsqu'il est :

- en activité,
- en stationnement,
- pendant les opérations de démontage, déplacement dans les locaux, remontage, chargement et déchargement, nécessités par des travaux d'entretien ou de réparation,
- en circulation et/ou pendant son transport.

Sont notamment garantis les bris ou destructions pouvant résulter :

- de cause d'origine interne ou d'exploitation (défaut de conception ou de construction, vice de matière, grippage, dérèglement, vibration, échauffement mécanique, usure accidentelle, rupture de pièces par force centrifuge ou survitesse, défaillance des appareils de régulation, défaillance des appareils de régulation),
- de cause d'origine externe (chute, introduction de corps étranger, contact avec des fumées, liquides ou gaz, vol, acte de vandalisme, maladresse, négligence ou malveillance des salariés ou des tiers),
- de dommages d'origine électrique (échauffement, court-circuit, surtension ou chute de tension, surintensité, formation d'arc, défaillance d'isolement),
- d'événements naturels (tempête, pluie torrentielle, gel, dislocation et débâcle des glaces),
- de la foudre, d'incendie et d'explosion (quelle qu'en soit l'origine, y compris explosion des moteurs thermiques),
- de collision (avec un corps fixe ou mobile), renversement, déraillement, effondrement ou affaissement de terrain, de pont ou voie de circulation, accident de circulation,
- attentats, actes de terrorisme, émeutes, mouvements populaires,
- catastrophes naturelles,

4.6.2 – Extensions de garanties :

- les frais de retraitement et de sauvetage, remorquage, consécutifs à un événement garanti : **à concurrence de 2% de la valeur à neuf ou déclarée du matériel.**
- les frais supplémentaires d'exploitation (sont garantis les frais supplémentaires réellement exposés à la suite d'un sinistre garanti, pour permettre à l'Assuré de poursuivre son activité en cas d'interruption de fonctionnement de sa machine ou engin, pendant la période normalement nécessaire à sa réparation ou à son remplacement) : **à concurrence de 5 000 euros par sinistre – franchise : 3 jours ouvrés – période d'indemnisation : 3 mois**
- vol, vandalisme : **à concurrence des dommages.**

4.6.3 – Exclusions :

Sont exclus (outre les exclusions formulées au chapitre 5) :

- **Les dommages résultant de vices ou défauts connus par l'Assuré à la souscription ou en cours de contrat,**
- **Les dommages dus à des essais ou expérimentation autres que les vérifications habituelles de bon fonctionnement,**
- **Les dommages résultant de l'exploitation de la machine ou de l'usage d'équipement non conforme aux normes et/ou spécifications du fabricant.**
- **Les dommages consécutifs à l'usure, la corrosion ou un dépôt résultant de l'exploitation prolongée de la machine ou de l'engin (toutefois, dans l'hypothèse où tels dommages entraînent de façon soudaine et fortuite la destruction de parties ou d'éléments voisins en bon état, la garantie et la prise en charge des dommages reste acquise à ces parties ou éléments).**
- **Les dommages causés aux pièces, éléments ou outils, aux matières consommables, qui nécessitent de par leur fonctionnement un remplacement périodique (ces dommages restent toutefois garantis s'ils sont occasionnés par un événement garanti ayant endommagé d'autres parties du bien assuré).**
- **Les dommages occasionnés aux vitres et glaces de toute nature (sauf s'ils résultent de dommages garantis ayant atteint d'autres parties du bien assuré).**
- **Les dommages survenus après un sinistre et avant l'exécution définitive des réparations (dans les cas où le bien assuré continue à fonctionner).**

4.6.4 – Estimation des dommages :

↳ En cas de sinistre partiel :

Le montant de l'indemnité due au titre des dommages partiels subis par le matériel assuré, est estimé au coût des frais de réparation nécessaire à sa remise en état, comprenant le coût des pièces de remplacement et fournitures, les frais de transport, les frais de main-d'œuvre, et, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes non récupérables, diminué du montant de la vétusté à dire d'expert, de la franchise.

↳ En cas de sinistre total :

En cas de destruction totale du matériel assuré, l'indemnité due par l'Assureur est égale à la valeur de remplacement à neuf

CHAPITRE 5 : LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

Indépendamment des exclusions prévues au titre de chaque garantie, sont toujours exclus du présent contrat :

5.1 – Les dommages qui sont la conséquence d'un acte commis intentionnellement par l'Assuré ou avec sa complicité et dont l'objet est de porter atteinte aux biens ou aux personnes.

5.2 – Le défaut de permis de conduire : sont exclus les dommages causés ou subis par le véhicule assuré si au moment du sinistre le conducteur n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire du permis de conduire (ou son équivalent) en état de validité, exigé par la réglementation en vigueur.

Cette exclusion n'est pas opposable à l'Assuré, si celui-ci, en sa qualité de commettant :

- a été trompé par la production de faux documents, sous réserve que ceux-ci aient présenté l'apparence de l'authenticité,
- ne pouvait connaître l'annulation, la suspension ou restriction de validité du permis de conduire de son préposé.

5.3 – Les amendes, les sanctions pénales et leurs conséquences.

5.4 – Les dommages consécutifs à la participation de l'Assuré avec un véhicule assuré à des épreuves, courses, compétitions (ou de leurs essais), soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics,

5.5 – Les dommages causés ou subis par le véhicule assuré et résultant du transport de matières radioactives ou dangereuses :

- transport de sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, si lesdites sources ont provoqué ou aggravé le sinistre.
- transport de matières inflammables, explosives, corrosives (à l'exception des engrais) ou comburantes, d'un poids supérieur à 800 kg ou d'un volume supérieur à 1 000 l, y compris l'approvisionnement nécessaire au moteur, si lesdites matières ont provoqué ou aggravé le sinistre.

5.6 – Les dommages ou l'aggravation des dommages d'origine nucléaire causés par :

- ↳ des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- ↳ tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants si les dommages ou l'aggravation des dommages engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

5.7 – Les dommages et les pertes occasionnés par la guerre civile ou étrangère.

CHAPITRE 6 : LE TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GARANTIES

1/ GARANTIES DE BASE		MONTANTS DES GARANTIES / SINISTRE	FRANCHISE / SINISTRE	
► RESPONSABILITÉ CIVILE				
- Dommages corporels :		sans limitation de somme	sans franchise	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs:		100 000 000 euros		
Dont Dommages matériels		100 000 000 euros		
Dont Dommages immatériels consécutifs :		1 500 000 euros		
- Dommages en cas de faute inexcusable :		1 500 000 euros		
► PROTECTION JURIDIQUE				
- Défense :		10 000 €	sans franchise	
- Recours :				
► BRIS DE GLACES				
- Pare-brise - Vitre arrière - Glaces latérales -Glaces des portières - Blocs optiques avant (feux de route, feux de croisement, feux clignotants, feux antibrouillard) - Glace de toit ouvrant - Glace de rétroviseur extérieur		valeur de remplacement ou coût des réparations des glaces	sans franchise	
- marquage des vitres (gravure, décors, peintures publicitaires, lettrage)		Frais réels		
► INCENDIE – EXPLOSION – ATTENTATS - FORCES DE LA NATURE				
- Véhicule	mise en circulation < 12 mois	valeur d'achat	Véhicule de moins de 3,5t : 500 €	Véhicule de plus de 3,5t : 1 500 €
	mise en circulation > 12 mois	valeur économique à dire d'expert		
- Contenu du véhicule - Aménagements - Accessoires hors-série - signalétique		1 500 €		
► VOL				
- Véhicule	mise en circulation < 12 mois	valeur d'achat	Véhicule de moins de 3,5t : 500 €	Véhicule de plus de 3,5t : 1 500 €
	mise en circulation > 12 mois	valeur économique à dire d'expert		
- Contenu du véhicule - Aménagements - Accessoires hors-série - signalétique		1 500 €		
► DOMMAGES TOUS ACCIDENTS (Voir infra chapitre 2 des Conditions Particulières pour les véhicules concernés)				
- Véhicule	mise en circulation < 12 mois	valeur d'achat	Véhicule de moins de 3,5t : 500 €	Véhicule de plus de 3,5t : 1 500 €
	mise en circulation > 12 mois	valeur économique à dire d'expert		
- Contenu du véhicule - Aménagements - Accessoires hors-série - signalétique		1 500 €		

► CATASTROPHES NATURELLES

- Véhicule	mise en circulation < 12 mois	valeur d'achat	franchise légale
	mise en circulation > 12 mois	valeur économique à dire d'expert	
- Contenu du véhicule - Aménagements - Accessoires hors-série - signalétique	1 500 €		
► FRAIS DE DÉPANNAGE – LEVAGE – REMORQUAGE – GARDIENNAGE (consécutif à un évènement garanti)			
- Véhicule < 3.5 T (PTC)	500 €		sans franchise
- Véhicule > 3.5 T (PTC)	1 500 €		

2/ GARANTIES ACCESSOIRES	MONTANTS DES GARANTIES / SINISTRE	FRANCHISE / SINISTRE
▶ ASSISTANCE		
- Assistance au véhicule	selon dispositions de l'article 4.1	sans franchise kilométrique (y compris en cas de panne)
- Assistance aux personnes transportées dans le véhicule assuré (à l'exception des auto-stoppeurs)	complétée par l'annexe "Assistance" de l'Assureur	
▶ RESPONSABILITÉ CIVILE FONCTIONNEMENT COMME OUTIL		
- Dommages corporels :	10 000 000 euros	sans franchise
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :	1 500 000 euros	
- Dommages en cas de faute inexcusable :	1 500 000 euros	
▶ DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR		
- Décès du conducteur	500 000 €	incapacité permanente : 10% (franchise relative)
- Blessures subies par le conducteur	selon dispositions de l'article 4.3	
▶ MARCHANDISES ET MATÉRIELS TRANSPORTÉS		
- Dommages consécutifs à un évènement garanti subis par les marchandises et matériels transportés dans le véhicule assuré	2 500 €	sans franchise
▶ MATÉRIELS PORTÉS OU TRACTÉS		
- Dommages consécutifs à un évènement garanti subis par les remorques, semi-remorques, machines, instruments ou outils portés ou tractés par un véhicule assuré	30 000 €	sans franchise
▶ BRIS DE MACHINES ET OU ENGINS MOBILES		
- Dommages matériels	50 000 €	10 % du montant des dommages : minimum 1 000 € maximum 3 000 €

CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : L'OBJET DE LA GARANTIE

Le contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires qui incombent à l'Assuré en raison des dommages causés et subis par les véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance et dont il est propriétaire ou qui lui sont confiés à titre onéreux ou à titre gratuit.

Les véhicules de l'Assuré sont assurés en usage « Tous déplacements » pour toutes personnes autorisées par l'Assuré.

CHAPITRE 2 : LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

Etat du parc automobile en cours.

↳ Détail ci-joint en Annexe 1

CHAPITRE 3 : LA GESTION DES GARANTIES

3.1 – La garantie « **Dommages tous accidents** » est accordée au bénéfice des véhicules suivants :

Pour les véhicules de moins de 7 ans à la date d'effet du contrat :

Véhicules de tourisme, utilitaires de moins de 3.5T, remorques de moins de 750 kg, 2 roues

Pour les véhicules de moins de 10 ans à la date d'effet du contrat :

Utilitaires de plus de 3.5T, engins, tracteurs agricoles ou assimilés, cars, camions, remorques de plus de 750 kg

AUTOMATICITÉ DES GARANTIES : Sauf avis contraire de l'Assuré, les véhicules acquis pendant l'année d'assurance en cours bénéficient automatiquement des garanties accordées aux véhicules de même catégorie et de même âge.

MODIFICATION DES GARANTIES : les garanties souscrites évolueront automatiquement à l'échéance en fonction de la date de mise en circulation des véhicules.

CHAPITRE 4 : LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

4.2 – Tous les véhicules appartenant à l'Assuré peuvent être utilisés par tous conducteurs autorisés, dépendant ou non de l'Assuré, pour tous usages et déplacements, sans que l'Assureur puisse refuser sa garantie ou appliquer une franchise supplémentaire en regard de l'âge ou de l'ancienneté de permis du conducteur.

Exclusion : activité de loueur de véhicules.

4.3 – En cas de prêt d'un véhicule, toutes les garanties souscrites sont acquises au conducteur autorisé.

4.4 – Dans le cadre de la garantie vol, l'Assureur ne pourra opposer à l'Assuré le fait que le véhicule n'ait pas été déplacé.

4.5 – Il est précisé que les véhicules ne disposent pas de moyens de protection vol particulier.

CHAPITRE 5 : LA PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ASSURANCE AUTOMOBILE DES COLLABORATEURS EN MISSION

Dès lors qu'ils sont utilisés à titre occasionnel ou régulier pour les besoins et dans l'intérêt exclusif de l'Assuré, seront considérés comme véhicules assurés :

↳ tout type de véhicule terrestre à moteur d'un poids total en charge inférieur à 3 T 500

↳ les véhicules 2 roues de type cyclomoteur ou motocyclette ou assimilés appartenant ou placés sous la garde des élus, agents ou collaborateurs bénévoles au service de l'Assuré (y compris les élus, agents ou collaborateurs bénévoles titulaires d'un permis de conduire récent).

Sont ainsi garantis tous les déplacements de type professionnel, fonctionnel et/ou dans le cadre des missions effectuées pour le compte de l'Assuré.

Le nombre de kilomètres, indemnisés ou non, réalisés par l'ensemble des bénéficiaires de la présente garantie est forfaitairement fixé à : **2 500 kilomètres par an**

La garantie est acquise " au premier rang " pour tous les dommages causés ou subis par les véhicules assurés et relatifs aux événements suivants :

ÉVÈNEMENTS GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE	FRANCHISE
DOMMAGES CORPORELS	illimité	néant
DOMMAGES MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS	100 000 000 €	néant
✓ Dont DOMMAGES MATÉRIELS	100 000 000 €	néant
✓ Dont DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS	1 500 000 €	néant
FAUTE INEXCUSABLE	1 500 000 €	néant
DÉFENSE – RECOURS	10 000 €	néant
BRIS DES GLACES ET OPTIQUES AVANT	valeur de remplacement	néant
INCENDIE - VOL	valeur à dire d'expert	néant
ÉVÈNEMENTS CLIMATIQUES	valeur à dire d'expert	néant
DOMMAGES TOUS ACCIDENTS	valeur à dire d'expert	néant
CATASTROPHES NATURELLES	valeur à dire d'expert	franchise légale
GARANTIE DU CONDUCTEUR	500 000 €	I.P. : 10% (franchise relative)
ASSISTANCE (AUX VÉHICULES ET AUX PERSONNES)	frais réels	sans franchise kilométrique y compris en cas de panne
ACCESSOIRES, AMÉNAGEMENTS, BAGAGES ET OBJETS PERSONNELS	1 200 €	franchise de l'évènement générateur

- Gestion des sinistres : les déclarations de sinistres seront visées par le responsable de l'Assuré, pour confirmation de la validité du déplacement.

L'Assureur renonce au recours qu'il serait en droit d'exercer contre l'Assureur de l'élus ou de l'agent en mission, dont le contrat garantirait les dommages survenus au cours de l'utilisation du véhicule tel que défini au Titre I.

- Bonus – Malus : Le présent contrat n'est pas soumis à la clause de réduction-majoration (bonus / malus).

- Il est entendu que les véhicules appartenant, loués ou empruntés par l'Assuré, ne bénéficient pas de la présente garantie.

CHAPITRE 6 : LES ANTÉCÉDENTS

6.1 – MOTIF DU RENOUVELLEMENT

Fin de période.

6.2 – ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

Contrat en cours selon dispositions ci-après :

CATÉGORIES VÉHICULES	ASSUREUR : GLISE / PILLIOT	
	FRANCHISES BDG / INCENDIE / VOL / DOMMAGES TOUS ACCIDENTS	
VÉHICULES DE TOURISME OU UTILITAIRES < 3T500 (PTC)	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
VÉHICULES UTILITAIRES > 3T500 (PTC)	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
TPV / TPC	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
TRACTEURS AGRICOLES - TONDEUSES AUTOPORTÉES	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
ENGINS CHANTIER /VOIRIE / MANUTENTION	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
REMORQUES	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
2 ROUES MOTORISÉS	BDG : NÉANT	INC/VOL/DTA : 250 €
AUTO-COLLABORATEURS EN MISSION	Non souscrit	

- Les relevés de sinistres sont joints en annexe 2

ANNEXES

ANNEXE 1 – ÉTAT DU PARC VÉHICULES

ANNEXE 2 – RELEVÉ STATISTIQUE DES SINISTRES
